

OBJECTIF EMPLOI

23 rue Monseigneur Leclercq

59200 TOURCOING

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes

41 Rue Roger Salengro
BP 60530
62008 ARRAS CEDEX
Tél : 03 21 71 30 30

www.cogep.fr
jwillerval@cogep.fr

OBJECTIF EMPLOI

23 rue Monseigneur Leclercq

59200 TOURCOING

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 23 AVRIL 2026

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OBJECTIF EMPLOI relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} Janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels.

Les résultats soumis à votre approbation traduisent :

- un excédent de	29 286 €
- un total du bilan s'élevant à	1 262 872 €.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

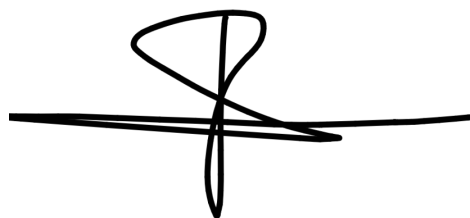
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Arras, le 8 Avril 2026.
Pour la société COGEP AUDIT



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Douai

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la coopérative à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

OBJECTIF EMPLOI

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions	2 434	2 434		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	62 555	29 365	33 189	43 079
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	64 990	31 800	33 189	43 079
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	139		139	139
	TOTAL	139		139	139
Total (II)		65 129	31 800	33 328	43 218
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	874 770	3 012	871 757	634 515
	Charges constatées d'avance	180 429		180 429	
	TOTAL	1 055 199	3 012	1 052 186	634 515
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	177 357		177 357	254 051
Total (III)		1 232 556	3 012	1 229 543	888 567
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 297 685	34 813	1 262 872	931 786
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	90 654	90 654
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-75 921	
	Excédent ou déficit de l'exercice	29 286	-75 921
	Situation nette (sous-total)	44 019	14 732
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total (I)		44 019	14 732
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	52 896	55 941
Total (III)		52 896	55 941
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 359	75 531
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	252 942	252 390
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	216 240	32 560
	Produits constatés d'avance	655 414	500 629
Total (IV)		1 165 956	861 112
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 262 872	931 786
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

OBJECTIF EMPLOI

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens <i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service <i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	656 204	557 255
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public <i>Dons manuels</i> <i>Mécénats</i> <i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 556	
Charges d'exploitation	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés		55 116
	Autres produits	2 183	5 002
	Total des produits d'exploitation (I)	661 943	617 373
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	81 343	108 222
	Aides financières	83 652	104 271
	Impôts, taxes et versements assimilés	13 385	11 892
	Salaires	345 565	324 464
Produits financiers	Cotisations sociales	98 350	90 333
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 709	10 339
	Dotations aux provisions		9 576
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	8	71
	Total des charges d'exploitation (II)	633 014	659 170
	1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	28 929	-41 796
	De participations		
Charges financières	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	398	3 718
	Autres intérêts et produits assimilés	501	1 912
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Charges financières	Total des produits financiers (III)	899	5 630
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		755
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Charges financières	Total des charges financières (IV)		
	2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	899	4 874
	3. RESULTAT COURANT avant impôts (II - II + III - IV)	29 828	-36 921

OBJECTIF EMPLOI

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		
Charges exceptionnelles (VI)	Total		39 000
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			-39 000
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		542	
Total des produits (I + III + V)		662 843	623 003
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		633 556	698 925
EXCÉDENT OU DÉFICIT		29 286	-75 921
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
	TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
	TOTAL		

1 Objet social

L'association a pour objet de participer à l'insertion sociale et professionnelle des différents publics.

2 Nature et périmètre des activités réalisées

Ses principales missions sont :

- Repérer les publics en grande précarité ;
- Faciliter la recherche d'emploi, l'accès aux droits, l'accompagnement des personnes dans leurs démarches sociales et administratives ;
- Accompagner des publics et construire des réponses adaptées pour lever les freins à l'emploi ;
- Valoriser les personnes pour qu'ils puissent agir en pleine autonomie ;
- Mener des actions en collaboration avec de nombreux partenaires du réseau, institutionnels et financiers.

3 Moyens mis en œuvre

Pour mener ses actions, l'association reçoit des subventions notamment du ministère de l'Emploi, du Préfet du Nord, du Préfet des Hauts-de-France, de l'Europe et de la Ville de Tourcoing.

L'association mène son programme d'activité avec une équipe salariée de 10 personnes.

4 Faits caractéristiques de l'exercice

4.1 Evènements principaux

Néant

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Néant

5 Principes, règles et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2022-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.2 Changement de présentation

Néant.

5.3 Changement de réglementation comptable



Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

- Au niveau du compte de résultat :
 - o Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 507 € et concerne des remboursements de charges de loyer.



6 Informations relatives au bilan

6.1 Actif

6.1.1 Tableau des immobilisations

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations : Acquisitions de l'exercice	Diminutions : Cessions de l'exercice	Virements de poste à poste	Valeur brutes à la fin de l'exercice
Constructions	2 435 €	- €	- €	- €	2 435 €
Agencements	8 928 €	- €	- €	- €	8 928 €
Matériel de transport	48 019 €	- €	- €	- €	48 019 €
Matériel de bureau et informatique	1 489 €	- €	- €	- €	1 489 €
Mobilier	3 300 €	820 €	- €	- €	4 120 €
Immobilisations en cours	- €	- €	- €	- €	- €
Total	64 170 €	820 €	- €	- €	64 990 €

6.1.2 Tableau des amortissements et dépréciations

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Amortissements de l'exercice	Virements de poste à poste	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Constructions	2 435 €	- €	- €	- €	2 435 €
Agencements	6 827 €	214 €	- €	- €	7 041 €
Matériel de transport	9 794 €	9 604 €	- €	- €	19 398 €
Matériel de bureau et informatique	767 €	200 €	- €	- €	967 €
Mobilier	1 267 €	692 €	- €	- €	1 959 €
Total	21 091 €	10 710 €	- €	- €	31 800 €

6.1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.1.3.1 Méthodes d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 ans
Agencements	Linéaire	3 et 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 et 5 ans

6.1.4 Autres immobilisations financières

Il s'agit de dépôts de garantie pour 139 €.



6.1.5 Etat des créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ETAT DES CREANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	- €	- €	- €
	Prêts	- €	- €	- €
	Autres immobilisations financières	139 €	139 €	- €
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	- €	- €	- €
	Autres créances clients	- €	- €	- €
	Personnel et comptes rattachés	309 €	309 €	- €
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	950 €	950 €	- €
	Etat et autres collectivités publiques	870 298 €	504 278 €	366 020 €
	Débiteurs divers	200 €	200 €	- €
	Charges constatées d'avances	180 429 €	90 213 €	90 216 €
Total		1 052 325 €	596 089 €	456 236 €

6.1.6 Dépréciations de l'actif circulant

	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Créances douteuses	- €	- €	- €	- €
Autres créances	3 525 €	- €	512 €	3 013 €
Total	3 525 €	- €	512 €	3 013 €

Il s'agit de la dépréciation de la subvention Pole Emploi de 2022.

6.1.7 Produits à recevoir

Libellés	Montant
Personnel et organismes sociaux	1 154 €
Subventions	873 311 €
Total	874 465 €

6.1.8 Charges constatées d'avance

Elles s'élèvent à 180 429 € et sont afférentes à des charges d'exploitation.

Elles concernent la subvention accordée par le ministère de l'Éducation national devant être reversée aux partenaires dans le cadre du projet Mentorat 2025 à 2027, dont l'association Objectif Emploi est chef de file.

6.2 Passif

6.2.1 Fonds associatifs

Libellés	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Reserves	90 654 €	- €	- €	- €	90 654 €
Report à nouveau	- €	75 922 €	- €	- €	75 922 €
Résultat	- 75 922 €	75 922 €	29 287 €	- €	29 287 €
Total	14 733 €	- €	29 287 €	- €	44 019 €

6.2.2 Provisions pour risques et charges

Elles concernent la provision pour indemnité de départ en retraite dont les caractéristiques sont définies ci-dessous.

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

Taux d'actualisation : 3,98 % ;

Age de départ à la retraite : 65 ans ;

Taux moyen de charges sociales pour les cadres : 50 % ;

Taux moyen de charges sociales pour les non-cadres : 40 % ;

Evolution annuelle des salaires : 1 % ;

Libellés	Solde au début de l'exercice	Dotation	Reprise	Solde à la fin de l'exercice
Indemnités de départ à la retraite	55 941 €	- €	3 045 €	52 897 €

6.2.3 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au +	A plus d'e 5 ans
Emprunts et dettes établissement de crédit	- €	- €	- €	- €
Emprunts et dettes financières divers	- €	- €	- €	- €
Fournisseurs et comptes rattachés	41 359 €	41 359 €	- €	- €
Personnel et comptes rattachés	28 508 €	28 508 €	- €	- €
Sécurité sociale et autres organismes	55 724 €	55 724 €	- €	- €
Impôts sur les bénéfices	96 €	96 €	- €	- €
Etat	168 615 €	168 615 €	- €	- €
Autres dettes	216 241 €	108 120 €	108 120 €	- €
Produits constatés d'avances	655 414 €	347 059 €	282 392 €	25 964 €
Total	1 165 957 €	749 481 €	390 512 €	25 964 €

Parmi les dettes de l'État figure un montant de 156 216 €, relatif à la subvention accordée par le ministère de l'Éducation nationale dans le cadre du projet Mentorat 2022-2024.

Les autres dettes correspondent à la part de la subvention perçue auprès du ministère de l'Éducation nationale dans le cadre du projet Mentorat 2025-2027, dont l'association Objectif Emploi assure le rôle de chef de file, et destinée à être reversée aux partenaires.

6.2.4 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	28 475 €
Charges soc. et fisc. provisionnés	11 773 €
AUTRES CHARGES	
Factures non parvenues	26 946 €
Organismes sociaux	1 182 €
Etat	156 216 €
Total	224 592 €

6.2.5 Produits constatés d'avance

Ils s'élèvent à 655 414 € et sont afférentes à des charges d'exploitation.

Les produits constatés d'avances correspondent à des subventions.

7 Informations relatives au compte de résultat

7.1 Ventilation des produits d'exploitation

Nature des produits d'exploitation	Montant	Taux
Subventions d'exploitations	656 204 €	99%
Autres produits	2 183 €	0%
Reprise sur provisions et transferts de charges	3 556 €	1%
Total	661 943 €	100%

7.2 Ventilation des subventions

Financeurs	Montant	Taux
Etat	418 316 €	64%
Europe	102 987 €	16%
Ville de Tourcoing	64 340 €	10%
Département 59	33 562 €	5%
Métropole européenne de Lille	25 000 €	4%
Autres	12 000 €	2%
Total	656 204 €	100%

8 Engagements hors bilan

Néant

9 Informations diverses

9.1 *Rémunération des dirigeants*

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

9.2 *Honoraires du commissaire aux comptes*

Au titre de l'exercice 2025, les honoraires inscrits en compte s'élèvent à : 4064€

9.3 *Effectif*

L'effectif moyen sur l'exercice 2025 est 10,45.

A la clôture le nombre de salarié présent est de 10.

9.4 *Contributions volontaires en nature*

L'entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance de celles-ci ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

OBJECTIF EMPLOI

23 rue Monseigneur Leclercq

59200 TOURCOING

Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 Décembre 2025

Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes

41 Rue Roger Salengro
BP 60530
62008 ARRAS CEDEX
Tél : 03 21 71 30 30

www.cogep.fr
jwillerval@cogep.fr

OBJECTIF EMPLOI

23 rue Monseigneur Leclercq

59200 TOURCOING

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE
A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

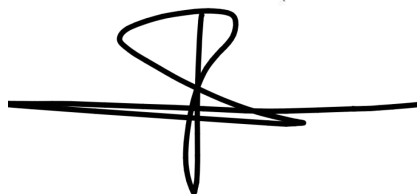
Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Arras, le 8 Avril 2026.
Pour la Société **COGEP AUDIT**



Jérôme WILLERVAL
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
de Douai